



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 276

du 1er au 7 juillet 1988

POLITIQUE

George Schultz en visite au Guatemala
Un dirigeant social-démocrate assassiné
L'armée exerce des pressions sur son personnel féminin
Des jeunes attaqués devant un temple
Des policiers formés aux Etats-Unis
On demande que cesse la violence politique au Guatemala

ECONOMIE

L'unification des taux de change provoque l'inflation
Des travailleurs demandent la démission du ministre de l'Economie

MOUVEMENT POPULAIRE

La UASP dénonce l'attitude du gouvernement
Grève des camionneurs

DROITS DE L'HOMME

Le GAM localise un nouveau cimetière clandestin
Le témoin d'un crime commis par des policiers est assassiné
Trois victimes de la violence politique

EGLISE

L'Eglise appelle au dialogue national
L'extrême-droite critique l'Eglise catholique
Des catholiques nord-américains appuient la médiation de l'Eglise



4° P 12315

POLITIQUE

GEORGE SCHULTZ EN VISITE AU GUATEMALA

Le secrétaire d'Etat nord-américain George Schultz a effectué un voyage officiel dans les pays centraméricains alliés des Etats-Unis. Il a accordé une aide économique et militaire à ces pays et organisé une réunion des ministres des Relations extérieures du Guatemala, du Honduras, du Salvador et du Costa Rica. Cette réunion devrait se tenir le 1er août, soit six jours avant le sommet des présidents célébrant le premier anniversaire de la signature des accords d'Esquipulas. Au Guatemala, Schultz a été reçu par le président Vinicio Cerezo. Il a réaffirmé l'appui des Etats-Unis au gouvernement guatémaltèque et signé un accord d'assistance économique et militaire d'un montant de 75 millions de dollars.

Au Honduras, Schultz a félicité le gouvernement de son appui à la contre-révolution nicaraguayenne. Au Salvador, il a lancé un appel à la réactivation de la guerre contre-insurrectionnelle et concédé un prêt de 75 millions de dollars. Le 30 juin au Guatemala, Schultz a assisté à une réunion des dirigeants de la contre-révolution nicaraguayenne ; l'objectif de Adolfo Calero, président de cette réunion, était d'obtenir l'appui économique des Etats-Unis dans la guerre contre le Nicaragua.

Le 29 juin, le président Cerezo a annoncé la livraison imminente de matériel de guerre ; des porte-avions Arava (de fabrication israélienne), des hélicoptères, des fusils. Cette livraison fait partie du plan de modernisation de l'armée guatémaltèque..

UN DIRIGEANT SOCIAL-DEMOCRATE ASSASSINE

Salomon Eduardo Figueroa Tabar a été assassiné par balle le 29 juin. Un groupe d'hommes non identifiés l'attendait à bord d'un véhicule et l'a tué en pleine rue.

Figueroa Tobar était dirigeant du Parti socialiste démocratique (PSD) dans la ville de Coatepeque, département du Quezaltenango (ouest du pays). Il était membre actif du mouvement en faveur de la terre dirigé par le Père Andres Giron. Figueroa Tobar était aussi le frère du secrétaire général de la Démocratie chrétienne guatémaltèque (DCG) de la municipalité de Nueva Concepcion.

Cet assassinat est le troisième crime politique commis à Tiquisate en une semaine. Anselmo Guillermo Reyes Gramajo et Carlos Humberto Corado ont été tués dans des circonstances similaires les 23 et 27 juin.

L'ARMEE EXERCE DES PRESSIONS SUR SON PERSONNEL FEMININ

Le 29 juin, les employées aux tâches d'entretien et de cuisine des différentes zones militaires du pays se sont plaint devant le procureur des droits de l'homme des abus commis par les autorités militaires vis-à-vis de leurs droits.

Elles ont été consignées durant plus de 24 heures pour le défilé du 30 juin commémorant l'anniversaire de la création de l'armée guatémaltèque. Les travailleuses qui se sont refusées à exécuter cet ordre ont été licenciées illégalement.

Le 28 juin, Hector Gramajo, ministre de la Défense, a précisé que le défilé militaire comportait 15 mille effectifs, dont un bataillon de femmes, dans le but de "donner leur place aux femmes guatémaltèques".

DES JEUNES ATTAQUES DEVANT UN TEMPLE

Le 30 juin, un groupe d'hommes circulant à bord de véhicules sans plaque et utilisant des armes de gros calibre (exclusivement réservées aux forces de sécurité), a ouvert le feu sur un groupe de jeunes. Les jeunes gens discutaient devant le temple San Sebastian, à Antigua Guatemala, chef-lieu du département de Sacatepequez. Il y a un mort et plusieurs blessés graves.

En 1980, sous le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia, trois jeunes universitaires avaient été assassinés par un groupe des forces de sécurité, utilisant des armes de gros calibre.

DES POLICIERS FORMES AUX ETATS-UNIS

Le 2 juillet, le ministre de l'Intérieur Juan José Rodil Peralta a annoncé que 15 agents de la police nationale et 15 membres du personnel administratif suivront un cours de formation aux modalités de contrôle dans les aéroports. Le stage aura lieu dans l'état nord-américain de l'Oklahoma jusqu'au 27 juillet. Le programme du stage est le suivant : sécurité des terminaux aériens, sélection des passagers, tactique des patrouilles, technique de déminage et enfin, organisation et moyens de communication spécifiques aux aéroports.

ON DEMANDE QUE CESSE LA VIOLENCE POLITIQUE AU GUATEMALA

18 organisations nord-américaines, groupées au sein du Guatemala Information Center, basé à Los Angeles, ont publié le 4 juillet un communiqué dans le quotidien guatémaltèque El Grafico. Elles dénoncent la persistance de la violence politique au Guatemala et appuient les revendications des secteurs populaires guatémaltèques. Le GIC a l'intention de manifester publiquement sa préoccupation pour le respect des droits civiques, démocratiques et professionnels du peuple guatémaltèque et exprime sa solidarité avec les travailleurs de l'usine textile Lunafil. Parmi les organisations signataires, on trouve le Southern California Interfaith Task Force on Central America, Labor Committee on Central America, Teachers Committee on Central America et le Fellowship of Reconciliation Task Force on Latin America.

ECONOMIE

L'UNIFICATION DES TAUX DE CHANGE PROVOQUE L'INFLATION

Selon l'édition du 1er juillet du journal Teleprensa, l'unification des taux de change approuvée par la Banque du Guatemala, qui met le quetzal à 2,70 pour un dollar, a provoqué une augmentation généralisée des prix.

Selon le ministre de l'Energie et des Mines, Rolando Castillo Contoux, les prix des combustibles seront effectivement réajustés. Selon Teleprensa, ceci provoquera une nouvelle hausse généralisée des prix.

Par ailleurs, le bruit court d'une prochaine visite d'une délégation du Fonds monétaire international. Pour le secrétaire à la Planification économique, Hermes Marroquin, cette délégation serait reçue "comme il se doit", puisque la dévaluation du quetzal, la hausse des prix et la libération des taux d'intérêt bancaire autorisée par le gouvernement "les intéressent".

Selon le président de la Banque du Guatemala, José Miguel Gaytan, la spéculation monétaire due à l'unification des taux a été moindre.

DES TRAVAILLEURS DEMANDENT LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE

La Fédération centrale des travailleurs du Guatemala (FECETRAG) a demandé le 29 juin la démission du ministre de l'Economie, Lizardo Sosa, en raison de sa décision de dévaluer de 8% le quetzal et de libérer les prix des produits de base. Cette décision contrevient aux accords signés en mars dernier avec les syndicats. "Le ministre de l'Economie, s'il a de la dignité, doit renoncer à ses fonctions avant que le peuple ne le lui demande", a déclaré Ismaël Barrios, secrétaire général de la FECETRAG.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA UASP DENONCE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Le 2 juillet, l'Unité de l'action syndicale et populaire a dénoncé le manque de volonté politique du gouvernement à respecter les compromis passés avec les travailleurs guatémaltèques. Ces accords ne sont passés que dans le but "de s'acquiescer les bonnes grâces du secteur populaire et de se congratuler avec les secteurs traditionnels de pouvoir et la communauté internationale".

L'UASP donne l'exemple de la hausse des prix des produits de base et la mise en vigueur de l'unification des taux de change, qui ont pour conséquence la dévaluation de la monnaie, la baisse du pouvoir d'achat, l'endettement du pays et un affaiblissement de la souveraineté nationale.

L'UASP dénonce la persistance de la politique de violation des droits de l'homme, qui apparaît à travers: l'absence de liberté de mouvement pour les paysans, la soumission aux patrouilles civiles, les villages modèles, les pôles de développement et la militarisation des communautés paysannes.

GREVE DES CAMIONNEURS

Le 4 juillet, Jorge Cojulun, dirigeant l'Union des conducteurs de véhicules lourds (UPPTPCC) a fait savoir que plus de 500 camions avaient bloqué sur 10 km la route de l'Atlantique, en signe de protestation contre la diminution des salaires. Une première tentative avait eu lieu le 1er juillet dans la ville de Escuintla, mais avait été interrompue par les intimidations policières et l'arrestation de quatre camionneurs.

La UPPTPCC demande que le salaire de 500 Q. (185 dollars au taux officiel) promis il y a un an soit versé.

Faute de solution dans les négociations menées avec le vice-ministre du Travail, les conducteurs ont paralysé les transports dans tous le pays. Ils ont été appuyés par quelques coopératives. En effet, Rodolfo Orozco, secrétaire général de la Confédération nationale des coopératives (CONFECOOP), a déclaré le 3 juillet que le nouveau taux de change favoriserait les importations au détriment des coopératives.

DROITS DE L'HOMME

LE GAM LOCALISE UN NOUVEAU CIMETIERE CLANDESTIN

Les cadavres de Lucas Zen Tok, 45 ans, Tomas Zet Tok, 35 ans et de Manuel Lindo Ajti, 64 ans, ont été retrouvés dans une fosse dans le village de Pachoj, municipalité de Chichicastenango, département du Quiché (nord-ouest du pays). Ils ont été identifiés par leur famille.

LE TEMOIN D'UN CRIME COMMIS PAR DES POLICIERS EST ASSASSINE

Le témoin de l'assassinat commis au sein d'un corps de la police nationale a été retrouvé mort à son domicile situé dans la capitale, a-t-on appris par la presse le 29 juin. José Luis Mejia, agent de la PN, avait révélé devant les tribunaux que Antonio Melendez Bouscayrol, détenu par les policiers avait été transféré encore en vie à l'hôpital, où il était mort à la suite de coups donnés par des policiers.

Le cadavre de Mejia a été trouvé avec une arme à la main gauche. Les tribunaux souhaitent l'entendre à nouveau pour poursuivre l'enquête.

Le sous-chef du 7° corps de la PN, Manuel Rolando Santizo, et les agents Alberto Ordonez, Amado Vasquez, Felipe Rodriguez et Nery Gonzalez sont accusés du meurtre de Melendez Bouscayrol.

TROIS VICTIMES DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Le cadavre d'un homme d'une trentaine d'années, décapité, les mains et les pieds liés, a été retrouvé le 28 juin dans la municipalité de Patulul, dans le département du Suchitepequez. (sud-ouest du pays).

Dans la municipalité de Poptun, département du Peten (nord du pays), on a retrouvé le corps d'un homme torturé et tué par balle.

Pedro Pablo Ramos a été abattu dans la municipalité de Joyabaj, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays).

EGLISE

L'EGLISE APPELLE AU DIALOGUE NATIONAL

Le 3 juillet, l'archevêque Prospero Penados del Barrio a lancé un appel à l'instauration d'un dialogue national en raison de la dégradation rapide de la situation politique et sociale du pays depuis la tentative de coup d'Etat du 11 mai. La libération des prix des produits de base se fait au détriment des intérêts du peuple. L'archevêque demande au président Cerezo de construire une route reliant le département du Peten au reste du pays, car la population de ce pays "communique plus facilement avec Cuba, le Mexique ou d'autres pays centraméricains ; la seule télévision visible est étrangère". L'évêque Rodolfo Quezada Toruno, président de la Conférence épiscopale du Guatemala et de la Commission nationale de réconciliation a fait savoir que cette instance "est en train de préparer" la mise en place d'un dialogue national pour le mois de septembre.

L'EXTRÊME-DROITE CRITIQUE L'EGLISE CATHOLIQUE

L'extrême-droite guatémaltèque, regroupée au sein du Mouvement de libération nationale (MLN) a accusé l'archevêque Prospero Penados del Barrio d'appuyer l'insurrection. Le MLN demande l'intervention du pape Jean-Paul II pour freiner le clergé qui "contrevient à la doctrine sociale de l'Eglise".

Le télégramme envoyé le 28 juin au pape signale en outre que "la majorité catholique guatémaltèque est déconcertée par l'incongruence entre les directives verbales du saint siège et l'attitude de la majorité du clergé guatémaltèque".

Le MLN (créé en 1954 par l'intervention de la CIA) accuse en outre le Père Andres Giron, dirigeant du mouvement paysan pour la terre, "de fomenter et de diriger ouvertement la lutte des classes".

DES CATHOLIQUES NORD-AMERICAINS APPUIENT LA MEDIATION DE L'EGLISE

Le 29 juin, les représentants de l'Eglise catholique de Chicago, l'une des plus importantes communautés des Etats-Unis, ont publié une lettre ouverte de soutien à la décision de l'Eglise catholique guatémaltèque de médiation entre le gouvernement et l'URNG.

Mais, signale le document, "nous avons été préoccupés" par les déclarations contradictoires du gouvernement au sujet du plan de paix Esquipulas II. Le ministre de la Défense a notamment affirmé que le plan n'était pas applicable au Guatemala. La violation des droits de l'homme persiste sous l'actuel gouvernement du président Cerezo, tels les enlèvements, les disparitions, la torture, les persécutions politiques, les assassinats et les camps de concentration dits pôles de développement".

C'est pourquoi l'archidiocèse de Chicago demande au gouvernement guatémaltèque la reprise du dialogue avec l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque et le respect des droits de l'homme.